



**HAL**  
open science

## Les Technologies de l'Information et de la Communication face au sous-développement de l'Afrique. Espoirs ou désespoirs ?

Jérémy Georges, Axel Meunier

### ► To cite this version:

Jérémy Georges, Axel Meunier. Les Technologies de l'Information et de la Communication face au sous-développement de l'Afrique. Espoirs ou désespoirs?. Cahiers congolais de communication, A paraître, Volume XXI (1), pp.4. hal-04854522

**HAL Id: hal-04854522**

<https://u-bordeaux-montaigne.hal.science/hal-04854522v1>

Submitted on 23 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

# ***Les Technologies de l'Information et de la Communication face au sous-développement de l'Afrique. Espoirs ou désespoirs ?***

Par Eudhes MIENANZAMBI<sup>1</sup>

Assistant et Chercheur en SIC-UNISIC

## **0. Résumé**

En dépit des nombreux problèmes qui entravent son sous-développement, l'Afrique n'échappe pas à une rupture caractérisée par l'appropriation de l'information et des technologies qui la véhiculent, en l'occurrence les TIC. Ces outils façonnent régulièrement notre mode de vie, modifient notre façon de travailler, structurent les activités humaines. Certes, par leurs caractéristiques intrinsèques, les technologies de l'information et de la communication ne se prêtent pas aisément à des mesures directes de rendement et de production, contrairement à d'autres secteurs d'activité. Les TIC ne sont pas appropriées à de telles analyses de corrélation directe avec le sous-développement vers le développement azimuth mais dans un contexte africain, elles sont plus vouées à des fins autres que le développement sociétal. Ces dernières nous imposent un style de vie sans nécessairement le vouloir partout où nous nous présentons. Certains besoins primaires sont revis à la baisse face aux différents prix à payer, parce que tout citoyen se veut un attachement à ses outils de nouvelle ère porteurs d'espoirs ou désespoirs pour relever un défi sur le sous-développement socio-culturel du continent noir.

**Mots clés : Afrique\_TIC\_Espoirs ou Désespoir\_Sous-développement**

---

<sup>1</sup> Assistant 2<sup>ème</sup> mandat à l'Université des Sciences de l'Information et de la Communication (UNISIC), 2024

## **1. Introduction**

Les technologies de l'information et de la communication attachées au sous-développement socio-culturel de l'Afrique constituent une lueur d'espoirs et de désespoirs en même temps. Sachant que l'information, dont les TIC sont le vecteur, est devenue une ressource stratégique ; il est cependant indéniable d'encourager l'intégration de ces outils dans les différentes activités humaines, qu'il s'agisse de l'introduction de l'informatique dans les entreprises ou institutions publiques, politiques, sanitaires, éducatives, architecturales,... ou dans des grands projets innovants de développement tels que le E-commerce, le E-gouvernement, l'administration électronique, l'aménagement numérique du territoire, la géolocalisation, l'aéronautique, etc.

Les sociétés et les entreprises qui réussissent sont celles qui savent établir des coopérations, travailler en réseau, produire et utiliser collectivement la connaissance sans cesse renouvelée dont elles ont besoin pour générer de la valeur. Et comme la gestion des connaissances (knowledge management) est un facteur essentiel de la performance, la technologie de l'information et de la communication (TIC) devenue un atout irremplaçable dans la circulation rapide de l'information, la mémorisation et la capitalisation des expériences, l'accès rapide à des connaissances très diverses, l'ouverture de nouveaux services à la clientèle.

La contribution des TIC à la création de valeur prend aujourd'hui plusieurs formes : Internet, Intranet, LAN, Messagerie, Forums, groupware, workhouse, gestion clientèle, etc. Ces formes vont encore évoluer profondément et rapidement. Nous ne sommes qu'au début de la révolution informationnelle. Bien que les TIC constituent un espoir

pour le continent noir, le désespoir se situe au niveau de la vitesse que prennent ces dernières. Qui dit TIC voit l'argent, des gros investissements, des têtes pensantes, la concurrence, le commerce, des défis à relever, ...

De ce qui précède, quelle posture économique les TIC usent-elles dans le sous-développement socio-culturel de l'Afrique ? Au-delà de cette première interrogation, nous cherchons à savoir si les TIC sont porteuses d'espairs ou désespoirs et aussi si le continent africain s'est-il réellement approprié des TIC, gage de l'épanouissement dans tous les secteurs à ces jours.

## **2. Appropriation du sous-développement par les TIC en Afrique**

Dans l'une des grandes agglomérations africaines qui est Kinshasa, l'observation directe de terrain et des témoignages tendent à montrer que les TIC sont de plus en plus utilisées, non plus comme de simples supports de communication ou des outils de facilitation du travail, mais comme de réels facteurs de développement et de promotion de la société.

La prise en charge du sous-développement socio-culturel en Afrique par les TIC se heurte à deux obstacles majeurs. En premier lieu, se dresse l'argument des urgences du continent qui veut que la priorité soit accordée aux besoins classiques porteurs d'espairs (sécurité, défense, nourriture, eau potable, santé publique, éducation, routes,...). En second lieu, la difficulté particulière à mesurer le poids économique et social des TIC dans le sous-développement de tout un continent ; dont l'instabilité politique ne rassure pas un climat d'affaires propice aux capitaux étrangers.

A travers les médias internationaux que nationaux, nuits et jours, l'actualité du vieux continent reste dominée par des faits de calamités et de désespoirs marqués par la famine, les maladies épidémiologiques, les guerres civiles, l'instabilité politique, les coups d'état, les catastrophes naturelles, le népotisme, les guerres civiles, le tribalisme,...

Dans un tel contexte de misère permanente, il n'est pas du tout étonnant que les planificateurs du sous-développement et les décideurs politiques africains, dans la hiérarchisation de leurs projets de développement, accordent peu d'importance aux technologies de l'information et de la communication qu'ils considèrent, après tout, comme des besoins vraiment secondaires, voire superflus, selon un président africain cité par Jacques Bonjawo<sup>2</sup>. Et ce, paradoxalement, en dépit de l'existence dans la plupart des pays d'un ministère spécialement dédié à ce secteur, censé en faire la promotion parce que supposé important jusque-là, mais hélas ! Pour quels résultats ? Parce que la dépendance africaine reste totale en cette matière.

Comment, en effet, avoir la volonté réelle d'initier des projets et de mobiliser des ressources pour le développement d'infrastructures encore perçues comme un luxe improductif alors que se posent dans le même temps des problèmes sensibles et jugés prioritaires comme la santé, la nourriture, l'eau potable, l'éducation, l'électrification ou encore les routes ?

Face à de tels défis, il apparaît presque légitime pour maints Africains de développer une vision négative, voire hostile, vis-à-vis de ces TIC

---

<sup>2</sup> J. BONJAWO, *Révolution numérique dans les pays en développement. L'exemple africain*, Paris, Dunod, 2011.

qu'ils apprennent en fait à découvrir. Aussi, plutôt que de les considérer comme une véritable opportunité de développement, les considèrent-ils comme inutiles, voire intrinsèquement inaptes au développement et donc ne méritant pas que les États y consacrent des investissements conséquents ; et ce, malgré les discours flatteurs visant à faire croire à une adhésion politique aux TIC.

Ces réticences à l'égard des TIC, dont on ne peut, honnêtement, contester la pertinence (vu le contexte défavorable susmentionné), traduisent cependant moins le rejet des TIC que la difficulté pour les planificateurs et décideurs d'établir un lien opératoire entre celles-ci et le développement<sup>3</sup>.

Pour autant, la pertinence de cette position n'épuise pas la complexité du débat. Ce n'est pas parce qu'on ignore l'utilité de quelque chose que celui-ci n'a point de valeur en réalité. Prétendre, simplement sur la base de préjugés ou à partir de l'ignorance, que tel secteur est prioritaire et que tel autre est secondaire est une vision manichéenne et réductrice qui peut conduire à des erreurs aux conséquences graves pour un continent où le processus de désenclavement est en panne. Par ailleurs, comparer ou opposer des besoins ou nécessités de natures différentes (nourriture, eau, dispensaires, routes, etc. *versus* TIC) est une approche inopérante dans la pratique, pour la simple raison que ces besoins ont des rôles différents, mais plutôt complémentaires<sup>4</sup>.

À propos précisément de l'argument classique relatif aux « priorités de l'Afrique » pour disqualifier les TIC en Afrique, il convient de

---

<sup>3</sup> F., OSSAMA cité par LOUKOU A., F., *Les nouvelles technologies de l'information. Enjeux pour l'Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2001.

<sup>4</sup> Alain François LOUKOU, «Les TIC au service du développement en Afrique», *tic & société* [En ligne], Vol. 5, n°2-3 | 2e sem. 2011.

souligner que c'est un argument qui peut être porteur de risques. Si au mieux, en hiérarchisant les priorités, un tel stéréotype ne vise pas à légitimer l'idée selon laquelle les technologies de l'information et de la communication seraient vraiment un luxe pour ce continent, au pire on peut craindre qu'il détourne certains investisseurs et planificateurs africains, peu avertis des stratégies modernes de développement, de ces outils désormais indispensables.<sup>5</sup>

### **3. Esquisse théorique des TIC**

L'expression « technologies de l'information et de la communication » transcrit une locution anglaise utilisée dans diverses instances internationales qui correspond à peu près au domaine de la télématique. Elle a différentes définitions selon le point de vue de leur auteur ou selon l'époque, en raison du brouillage progressif des frontières des domaines concernés et de l'évolution rapide des techniques avec la convergence numérique.

La définition des TIC reste particulièrement floue : le terme de technologie qui signifie « discours sur la technique » est utilisé à la place de « technique », qui serait à la fois plus simple et plus exact. Les technologies de l'information et de la communication sont des outils de support au traitement de l'information et à la communication, le traitement de l'information et la communication de l'information restant l'objectif, et la technologie, le moyen<sup>6</sup>.

Le dictionnaire Larousse définit les technologies de l'information et de la communication comme étant un « ensemble des techniques et

---

<sup>5</sup> <http://journals.openedition.org/ticetsociete/1047> consulté le 05 Décembre 2023 à 10heures.

<sup>6</sup> Francis JAUREGUIBERRY, Serge PROULX, *Usages et enjeux des technologies de communication*, Toulouse, Erès, 2011, p.143.

des équipements informatiques permettant de communiquer à distance par voie électronique (câble, téléphone, Internet, etc.) ». Mais cette définition se limite à la convergence de l'informatique et des télécommunications en vue de communiquer et ne tient pas compte de l'impact de la convergence numérique dans les multimédias et l'audiovisuel.

De notre entendement personnel, les technologies de l'information et de la communication (TIC) regroupent l'ensemble des outils, services et techniques utilisés pour la création, l'enregistrement, le traitement et la transmission des informations numériques.

S'agissant donc principalement de l'informatique, l'Internet, de la radio-télévision (en direct et en différé) et des télécommunications. On parle également des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pour désigner les outils nés du rapprochement de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel, tels que les smartphones, le micro-ordinateur, les tablettes, le Cloud, etc.

#### **4. Les TIC, relais du sous-développement socio-culturel en Afrique**

La problématique axiale sur le sous-développement socio-culturel de l'Afrique face aux TIC est la dépendance totale des africains majoritairement pauvres mais contraints à un attachement ferme à ces dernières nécessitant pourtant une fortune croissante selon le travail à produire. En raison de l'importance prise par l'information dans tous les types d'activités, les TIC s'affirment désormais, dans les pays développés, émergents et pauvres comme des outils suscitant de l'espoir à la formalisation des stratégies de développement économique.



Selon Sylvie Faucheux et Catherine Moulin les technologies de l'information et de la communication (TIC) englobent les secteurs économiques suivants<sup>7</sup> :

- secteurs producteurs de TIC (fabrication d'ordinateurs et de matériel informatique, de TV, radios, téléphone...)
- secteurs distributeurs de TIC (commerce de gros matériel informatique...)
- secteurs des services de TIC (télécommunications, services informatiques, services audiovisuels...).

De ce fait, comme l'affirme Bonjawo<sup>8</sup>, deux indicateurs sont généralement utilisés par les économistes des réseaux pour tenter d'apprécier correctement le poids des TIC dans le développement : il y a, d'un côté, la part des secteurs d'activité liés à la manipulation ou au traitement de l'information dans la constitution du PNB et, de l'autre, le nombre d'emplois liés à ces secteurs d'activité. On désigne ces deux indicateurs sous les termes de facteurs diffusants ou facteurs directs, car ce sont des effets directement appréciables. Le facteur diffusant ou facteur direct des TIC consiste, en effet, en la création directe de progrès économique et d'emplois à travers les activités d'équipement, de service et de manufacture (quand celle-ci existe). On peut parler dans ce cas d'*output*, c'est-à-dire de rendement direct dans le développement socio-économique, voire culturel.

Il sied de rappeler qu'aujourd'hui, les TIC sont au service du développement socioéconomique et nul ne peut s'en passer. Dans un contexte économique particulièrement morose et à la recherche de la stabilité socio-culturelle, la République démocratique du Congo possède

---

<sup>7</sup> S. FAUCHEUX, C. MOULIN, *T.I.C. et développement durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010, p.27.

<sup>8</sup> J. BONJAWO, *Révolution numérique dans les pays en développement. L'exemple africain*, Paris, Dunod, 2011.

un secteur global des télécommunications qui est actuellement l'un de ceux qui génèrent le plus d'investissements étrangers, d'emplois et donc de création de richesses ; celles ses entreprises représentent 70% de l'économie numérique et est devenue une aubaine des expatriés (ndlr. Vodacom, Airtel, Africell, Orange, Standard Telecom)<sup>9</sup>.

De façon globale en Afrique, le vaste secteur des TIC, notamment les opérateurs de réseaux et de services téléphoniques, fournisseurs d'accès à l'Internet, transporteurs de données, revendeurs de services, diffuseurs publics et privés de programmes audiovisuels, emplois intermédiaires ou annexes (informaticiens, dépanneurs, distributeurs d'équipements informatiques et de télécommunications, etc.), représente actuellement un maillon important des économies du continent.

## **5. Les TIC porteuses d'espoirs ou désespoirs ?**

Beaucoup de choses ont été réalisées et il reste aussi plusieurs réalisations dans ce secteur pour que ces dernières soient réellement porteuses d'espoirs. Comme nous l'avons montré dans les lignes précédentes, il est vrai que les TIC ont apporté un espoir en Afrique, mais celui reste encore en phase d'observation générale. La raison de cette observation est signifiée dans le rapport de la Banque Mondiale classant en 2018 le Gabon comme le premier pays premier pays connecté aux TIC en Afrique centrale et de l'Ouest grâce à des investissements judicieux.

Depuis quelques années le numérique révolutionne de nombreux domaines et les technologies de l'information et de la communication

---

<sup>9</sup> Rapport d'activité du bureau économique de l'Ambassade de Belgique en RDC in Beltrade, sur la mission économique d'hommes d'affaires belges en RDC, Juin 2016.

(TIC) offrent de plus en plus de solutions aux pays en voie de développement. Dans certains pays, elles permettent notamment de réduire les distances en donnant accès à des services bancaires, administratifs ou médicaux aux habitants.

Internet peut aussi être un formidable outil de sensibilisation, d'enseignement à distance et de collecte de données indispensables aux politiques de développement. Certains pays réalisent des sondages et des enquêtes auprès des ménages via la téléphonie mobile. La liste de ces avantages est longue, encore faut-il que le réseau soit rapide, fiable et bon marché. C'est pour cela que le Gabon a décidé d'améliorer la couverture de son réseau et de se doter du haut débit par la fibre optique à travers le projet Central African Backbone (CAB).

Débuté en 2012, le projet vise à augmenter le taux de pénétration de l'internet haut débit en élargissant la couverture du réseau de l'ensemble du territoire gabonais et en baissant les prix. Il fait partie d'un programme régional avec les autres pays de la sous-région Afrique centrale afin de booster par la même occasion l'intégration régionale. Il s'agit d'une série de projets complémentaires, financés par la Banque mondiale, destinée à améliorer les infrastructures de communication entre le Cameroun, la Centrafrique, le Tchad, Sao Tomé-et-Principe, le Congo et la RDC, calquée sur d'autres programmes régionaux déjà réalisés ou en cours en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est (*Regional Communications Infrastructure Program*).

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement gabonais a commencé par élaborer une stratégie numérique et a mis en place de nouvelles politiques publiques et de régulation pour créer un environnement propice au développement du secteur, favoriser la

concurrence et l'innovation, mais aussi attirer de nouveaux investisseurs internationaux. Ayant débuté ses opérations en octobre 2017, le Groupe Vivendi Africa (GVA) est le dernier opérateur à être arrivé sur le marché. Il a lancé à Libreville sa première offre internet très haut débit par fibre optique en Afrique, en utilisant les poteaux électriques<sup>10</sup>.

Le facteur structurant ou indirect des TIC (qui existe depuis longtemps, mais est ignoré, voire contesté dans certains cas) consiste à stimuler le dynamisme des autres secteurs d'activité en facilitant l'exécution de multiples tâches dans les entreprises ou dans l'administration. Il consiste aussi en l'amélioration du confort social et sécuritaire des populations à travers, par exemple, le téléphone et l'Internet que nous utilisons pour communiquer dans maintes circonstances. La télévision et la radio sont devenues des éléments incontournables de notre quotidien et nul ne peut s'en priver trop longtemps en ville ou à la campagne.

On peut parler ici d'input; car les TIC agissent comme un intrant socioéconomique. Il est difficile d'en apprécier la mesure et la portée réelles. Toutefois, une façon pragmatique d'évaluer cette dimension des TIC dans le développement consiste simplement à imaginer la conséquence de leur privation plus ou moins prolongée dans les circonstances et les multiples activités où nous avons la nécessité et l'habitude d'en faire usage. Une chose est certaine, ce facteur, quoique indirect, agit sur la rationalisation et la gestion de différentes activités (entreprises, services administratifs, programmes gouvernementaux de développement) ainsi que sur notre mode de vie au quotidien.

---

<sup>10</sup> <https://www.banquemondiales.org/fr/news/feature/2018/06/25/gabon-leading-ict-connected-country-in-central-and-western-africa-thanks-to-judicious-investments> consulté le 05 décembre 2023 à 20heures.

À la réflexion, pour les entreprises, les administrations, les collectivités, les organismes de développement et les particuliers, la question ne devrait pas tellement être celle du rôle direct de la technologie elle-même, mais plutôt celle des conséquences organisationnelles de celle-ci sur leurs activités respectives, sur le mode de vie des individus. C'est la compréhension de cette causalité-là, nous semble-t-il, qui permettrait de mieux cerner les enjeux variés de développement liés aux TIC.

Le facteur structurant des TIC sur l'économie des pays africains est pour l'instant assez marginal du fait justement que les activités nationales dans ces pays sont encore très peu numérisées, et il convient de faire des efforts de ce côté-là. C'est-à-dire que, progressivement, la télématization doit toucher les différents domaines d'activité: les industries, les services, les administrations publiques, les collectivités locales et même l'agriculture. C'est une exigence de notre époque. Ce qui devrait avoir pour incidence de rendre ces activités plus dynamiques et surtout plus compétitives.

Au-delà des cultures africaines, les TIC sont venues imposer une autre culture englobant les habitudes des africains du siècle précédent : il s'agit de la connectivité quasi obligatoire de la majeure partie de la population urbaine aux smartphones pour l'appropriation des réseaux sociaux. Monsieur et madame tout le monde sont connectés désormais à tous ces réseaux puissants majoritairement californiens (Whatsapp, Tweeter, Facebook, Instagram, Youtube, Viadeo et LinkedIn, BBM, Skype, Snapchat, Tango, Viber, Imo, Tegra,...).

Inoffensif face à cette nouvelle culture porteuse d'espoir, l'achat des crédits, des mégabytes, des téléphones huppés en Hitech de haut niveau et au prix vertigineux ruinant cette population déjà pauvre est

devenue malheureusement la nouvelle vie pour s'appropriier les TIC. Grosso modo, l'africain veut une appropriation collective qui se réalise dans un cercle plus large d'un groupe, d'une communauté ou d'une société. Plusieurs facteurs déterminent ce type d'appropriation, notamment : la confiance, la dynamique et la temporalité.

Si l'appropriation sociale des technologies a permis de passer l'étude du rapport strict de l'utilisateur à l'objet technique, elle a permis aussi l'élargissement de l'analyse à la prise en compte de la place qu'occupent les pratiques dans les modes de vie.

Souvent portés par un déterminisme (technologique) tranché, ces débats vont déboucher sur d'autres prises de position symétrique en faveur (cette fois-ci) d'un déterminisme social manifeste émanant notamment de chercheurs que fédère une analyse des usages à forte teneur sociologique.

La tendance au déterminisme technologique est forte et semble légitimée de surcroît par les réflexions sur les impacts et effets de la technique sur la société, non seulement parce qu'elle « repose sur un schéma de causalité linéaire depuis la technique jusqu'au social » ; mais aussi parce qu'elle n'envisage les conséquences sur la société et la culture qu'en termes d'impacts technologiques directs et /ou indirects<sup>11</sup>.

En revanche, « dans le terme de l'appropriation sociale des technologies, la problématique s'articule autour des significations d'usage qui permet de comprendre l'appropriation comme un processus

---

<sup>11</sup> Angélique, ROUX *Communication et organisation, de l'usage à la pratique : les processus d'appropriation. Emprunts à la théorie de la structuration et empreinte du chercheur*, Paris, Migrations conceptuelles, 2007, pp.124-139.

de création de sens, dans et par l'usage, dans toute sa dimension sociale »<sup>12</sup>.

Les TIC ont également déterminé, comme l'indique Francis Balle, l'évolution des idées concernant les libertés publiques et la démocratie qui ont conduit à une exigence sur le droit du public à l'information. Ce droit consiste à réclamer pour tous les citoyens une égale possibilité d'accès à tous les faits d'actualité, que ceux-ci résident dans les événements eux-mêmes ou les opinions, à condition que ces faits soient présentés de manière intelligible pour chacun, faute de quoi, la liberté se retournerait en privilège pour quelques-uns<sup>13</sup>. Les TIC favorisent en même temps la nécessaire intégration économique et politique régionale pour des pays aux économies faibles considérées individuellement.

Partout au monde, les TIC jouent un rôle majeur dans la compétitivité des entreprises et dans l'efficacité des administrations et des services publics (santé, éducation, sécurité). Elles sont devenues un enjeu crucial pour la production et la diffusion des biens culturels. Selon le rapport « Technologies Clés 2015 », « le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) est devenu un segment majeur de l'économie des principaux pays industrialisés avec une contribution directe de 5,9 % du PIB en Europe (et 7,5 % aux États-Unis).

Au-delà du secteur lui-même, les TIC contribuent au développement de tous les autres secteurs économiques, représentant plus de 50 % de la croissance de la productivité en Europe. Les perspectives de croissance du secteur STIC (Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication) sont, par ailleurs considérables avec +8 % de

---

<sup>12</sup> Angélique, ROUX, Op.cit, p. 142.

<sup>13</sup> F., BALLE, *Médias et société*, Paris, 6<sup>ème</sup> édition, Montchrestien, 1992, p.56.

croissance par an pour l'économie d'internet d'ici 2016, comme le rapporte le Boston Consulting Group »<sup>14</sup>.

Aujourd'hui, avec les transactions monétaires via mobile, les grandes banques perdent à petit feu la clientèle, vu la lenteur administrative de certaines institutions financières. Beaucoup sont tournées vers le mobil banking qui, en peu de temps trouve la solution. De cette course technologique entre les sociétés des télécommunications et les banques afin de maximiser les comptes, l'arbitrage est de mise entre l'Union internationale des télécommunications (UIT) et les institutions de breton Wood (le FMI et la Banque Mondiale)

L'avènement des TIC a totalement bouleversé le mode traditionnel de transfert d'argent en Afrique, qui reste une activité très développée en raison de la dépendance financière de nombreuses populations des zones rurales vis-à-vis de celles des zones urbaines, et parfois inversement. Désormais, le transfert électronique d'argent est la procédure la plus usitée pour l'envoi d'argent entre deux ou plusieurs villes d'un pays. Cette procédure est jugée plus fiable et plus rapide, le résultat étant quasi instantané.

Les nouveaux systèmes de transactions monétaires électroniques offrent de réelles possibilités de mettre les TIC au service du développement. Ils constituent un autre exemple patent de modélisation de nouvelles formes d'utilisation des TIC au service du développement en Afrique où le taux de bancarisation demeure encore très faible. Bien entendu, au-delà de ces quelques exemples concrets, les applications multisectorielles des TIC dans le développement socioéconomique des pays africains s'étendent à d'autres domaines d'activité, notamment

---

<sup>14</sup> Rapport de Boston Consulting Group sur les perspectives de croissance du secteur STIC (Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique, 2016



l'agriculture considérée pour beaucoup de pays comme un véritable moteur de relance économique, en lieu et place des matières précieuses.

## **6. Cas de la RDC**

Il est impossible de ne pas communiquer, disait l'anthropologue Gregory Bateson, en parlant des humains. Mais les animaux communiquent aussi, tout comme les plantes et les mondes cellulaires. Nous communiquons aussi avec les machines et les objets, et certains de ceux-ci communiquent entre eux.

La République Démocratique du Congo comme tous les pays membres de l'Union Internationale des télécoms (UIT) ne déloge pas de cette nouvelle culture attachée aux TIC. Sa population s'est appropriée ces outils modernes. Les TIC ont un impact réel dans les zones urbaines et permettent un développement quasi-équilibré avec les coins reculés du pays. De l'est à l'ouest et du nord au sud, grâce à un GSM, les transactions financières sont possibles grâce aux hubs des réseaux de télécommunications dont le pays est totalement dépendant des capitaux étrangers. Jusqu'en 2001, deux opérateurs de télécommunications à savoir Celtel actuel Airtel et Vodacom nouvellement venu occupent le marché et pratiquent des coûts exorbitants : Un dollar la minute! Moins de 2 millions de Congolais détiennent alors un téléphone.

Aujourd'hui, le Congo compte quatre opérateurs (Airtel, Vodacom, Orange et Africell, plus de 25 millions de possesseurs de téléphones cellulaires, avec un coût de 150 francs congolais la minute. La qualité du service s'est améliorée, grâce au passage à la 3G et à la 4G. Ces avancées sont rendues possibles grâce à l'implantation de la fibre optique sur 4 mille kilomètres, avec deux phases. La première est

partie de Moanda à Kinshasa ; la seconde, de Kinshasa à Kasumbalesa et couvre les anciennes provinces de Bandundu, de Kasai et de Katanga. La SCPT a été rééquipée pour gérer cette importante infrastructure, qui a coûté près de 400 millions de dollars<sup>15</sup>. La Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT) a vu également son patrimoine immobilier réhabilité et son matériel de travail renforcé.

Toutefois, la RDC reste encore entravée dans l'appropriation des TIC vis-à-vis de sa population estimée à plus de 80 millions d'habitants.

## **7. Conclusion**

L'impossibilité de considérer les observations faites dans les pays développés et émergents comme des itérations indiscutables ne permet pas de formuler une théorie générale sur le rôle des TIC dans le développement. Néanmoins, deux idées fondamentales, de notre point de vue, aident à percevoir l'interaction dynamique et productive entre technologies de l'information et de la communication et développement. D'abord, il convient d'admettre que le développement n'est pas seulement synonyme de progression du revenu national, pas plus qu'il n'est nécessairement subordonné à celui-ci. C'est un processus beaucoup plus global qui concerne davantage l'amélioration de l'ensemble des conditions de vie de l'être humain (santé, éducation, information, savoir, etc.).

En conséquence, la réalisation d'une telle quête suggère de prendre en compte tous les facteurs qui peuvent y concourir. Or, à la réflexion, les technologies de l'information et de la communication contribuent significativement aujourd'hui en raison du contexte

---

<sup>15</sup> Entretien avec le Professeur Jean-Claude MATUMWENI, Ancien Conseiller Principal à la Présidence de la République au Collège PT-NTIC, Kinshasa, le 19 Décembre 2023.

nouveau fondé sur le modèle socioéconomique immatériel porté par l'information. Ensuite, le fait que les TIC ne soient pas très appropriées à des calculs directs de rendement et de production ne signifie pas pour autant qu'elles soient sans incidence sur le développement. D'une part, leurs effets sur celui-ci se manifestent généralement de façon beaucoup plus indirecte que directe. D'autre part, les modèles actuels en matière de développement nous éclairent de mieux en mieux sur la façon de concilier TIC et développement à travers le rôle joué par l'information dans l'économie et la société modernes. La réalité nous renseigne sur le fait que ces instruments interviennent dans la plupart des activités humaines où elles s'avèrent être de précieux auxiliaires de développement. En fait, tout dépend de la façon, judicieuse ou non, dont les TIC sont associées aux autres facteurs de développement, et de la capacité ou non des populations, des entreprises, des collectivités et des États à les utiliser intelligemment dans les routines de l'ordre économique et social.

À ces différents égards, il a eu lieu de sortir de la témérité psychologique et de croire désormais que les TIC sont porteurs d'espoirs au sous-développement de l'Afrique; parce que ces outils constituent un véritable moteur de relance économique et un levier du développement classique. Il suffit d'en faire un usage responsable axé vers le bien-être de la société.

## Bibliographie

1. Alain François LOUKOU, «Les TIC au service du développement en Afrique», *tic & société* [En ligne], Vol. 5, n°2-3 | 2e sem. 2011.
2. Angélique, ROUX *Communication et organisation, de l'usage à la pratique : les processus d'appropriation. Emprunts à la théorie de la structuration et empreinte du chercheur*, Paris, Migrations conceptuelles, 2007.
3. Assistant à l'Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de la Communication (IFASIC), 2019
4. BALLE, F., *Médias et société*, Paris, 6<sup>ème</sup> édition, Montchrestien, 1992.
5. BONJAWO, J. *Révolution numérique dans les pays en développement. L'exemple africain*, Paris, Dunod, 2011.
6. Entretien avec le Professeur Jean-Claude MATUMWENI, Ancien Conseiller Principal à la Présidence de la République au Collège PT-NTIC, Kinshasa, le 19 Décembre 2023.
7. FAUCHEUX, S., MOULIN, C. *T.I.C. et développement durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010.
8. <http://journals.openedition.org/ticetsociete/1047> consulté le 05 Décembre 2023 à 10heures.
9. <https://www.banquemonde.org/fr/news/feature/2018/06/25/gabon-leading-ict-connected-country-in-central-and-western-africa-thanks-to-judicious-investments> consulté le 05 décembre 2023 à 20heures.
10. JAUREGUIBERRY Francis, Serge PROULX, *Usages et enjeux des technologies de communication*, Toulouse, Erès, 2011
11. OSSAMA, F., *Les nouvelles technologies de l'information. Enjeux pour l'Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2001.

12. Rapport d'activité du bureau économique de l'Ambassade de Belgique en RDC in Beltrade, sur la mission économique d'hommes d'affaires belges en RDC, Juin 2016.
13. Rapport de Boston Consulting Group sur les perspectives de croissance du secteur STIC (Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique, 2016